

**12 avril 2006, Saint-Jean**

**Allocution à l'occasion d'une visite à Saint-Jean, Terre-Neuve**

Bon après-midi Mesdames et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à vous remercier tous de cet accueil chaleureux à St. John's. Je vous remercie également de m'avoir invité à prendre la parole ici aujourd'hui. Où que j'aille dans ce grand pays qui est le nôtre, je suis toujours impressionné par le très vif intérêt que suscite le débat sur des questions importantes, non seulement pour les gens d'affaires, mais pour tout le monde. La Chambre de commerce de St. John's ne fait bien sûr pas exception à la règle, et je voudrais la remercier pour la présentation réfléchie qu'elle a récemment préparée en vue du budget fédéral. L'apport de groupes comme le vôtre est important pour notre gouvernement qui cherche à gérer soigneusement l'argent des contribuables. C'est important pour vous. Et c'est important pour moi.

Le gouvernement ne doit jamais commettre l'erreur de penser que l'argent des contribuables lui appartient. Ces dollars durement gagnés sont une précieuse ressource qui doit servir à bâtir un meilleur Canada pour l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens. Je vous remercie donc de votre apport. Je voudrais aussi reconnaître certains visages familiers. Le premier ministre de Terre-Neuve-et-Labrador Danny Williams – qui fait un travail extraordinaire pour surmonter les problèmes du passé et s'attacher aux possibilités qui s'offrent. Nous admirons tous la direction qu'il prend et sa détermination.

Le maire de St. John's Andy Wells – dont l'image haute en couleurs orne cette grande ville et qui s'assure que sa voix est entendue dans tout le pays. Et en dernier, mais non des moindres, mes collègues au Parlement du Canada. Norm Doyle n'a pas pu venir, mais nous avons du Sénat du Canada, Ethel Cochrane, le président du caucus du gouvernement pour le Canada atlantique, le député Fabian Manning, et le représentant de Terre-Neuve-et-Labrador au cabinet fédéral, le ministre des Pêches, l'honorable Loyola Hearn. Merci à vous tous d'être venus cet après-midi.

Je tiens à vous le dire, cela me fait beaucoup de bien d'être de retour à Terre-Neuve-et-Labrador. Chaque fois que je visite cette ville et la province, je suis frappé de voir à quel point elles ont franchi un cap et sont en train de devenir une plaque tournante de l'économie et des affaires, non seulement au Canada, mais aussi dans la région atlantique de l'Amérique du Nord. Le meilleur est encore à venir pour Terre-Neuve-et-Labrador. Mais vous savez, Terre-Neuve-et-Labrador est plus que son économie. Cette province est unique. Son histoire, sa culture, son mode de vie contribuent énormément à faire du Canada le grand pays qu'il est.

Le 31 mars 1949 ne marque pas seulement le moment de notre histoire où Terre-Neuve-et-Labrador s'est jointe à la Confédération, mais aussi celui où notre pays est devenu complet. C'est pourquoi mon gouvernement est résolu à participer à la construction d'une Terre-Neuve-et-Labrador plus prospère. Pendant la campagne électorale, j'ai promis aux gens de Terre-Neuve-et-Labrador que s'il était élu, notre gouvernement ferait avancer les dossiers qui leur tiennent à cœur. Eh bien, maintenant que nous avons ce mandat, nous avons commencé à agir. C'est pourquoi j'ai été ce matin très heureux d'aller à Gander pour annoncer la réouverture du bureau de prévisions météorologiques de Terre-Neuve-et-

Labrador. Comme je l'ai fait remarquer ce matin, des bulletins inexacts ne sont pas seulement un inconvénient, mais ils présentent un danger réel pour les milliers d'hommes et de femmes qui travaillent au large des côtes de la province.

C'est pourquoi notre gouvernement va rouvrir le plus vite possible le bureau de prévisions météorologiques de Gander. Et Gander n'est qu'un début. Dans les semaines, mois et années à venir, nous allons collaborer avec les membres terre-neuviens de notre gouvernement pour défendre vos intérêts à Ottawa.

Mesdames et Messieurs, le 23 janvier, les Canadiennes et les Canadiens de toutes les régions de ce grand pays qui est le nôtre ont voté pour une nouvelle direction et pour le changement. Et ils ont demandé à notre parti de diriger ce changement. Le dernier discours du Trône est le prélude aux changements programmés. Il fait état de l'intention de notre gouvernement d'assainir l'administration publique en déposant la Loi fédérale sur l'imputabilité, autrement dit un plan d'action de plus de 250 articles qui ont été déposés hier à la Chambre des communes. Par ailleurs, le discours du Trône promet un plan réel pour s'attaquer au crime. Il fait en outre état de l'engagement que notre gouvernement a pris de s'occuper des besoins de l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens qui ont de jeunes enfants en proposant une Allocation pour le choix en matière de garde d'enfants.

Aux termes de notre plan, non seulement nous offrirons aux parents 1 200 \$ pour faire garder leurs enfants de la façon la mieux adaptée à leurs besoins, mais nous chercherons à créer des places en garderie. Aux termes du discours du Trône, nous nous engageons à régler le problème des délais d'attente pour des soins médicaux en élaborant avec les provinces une Garantie de délais d'attente pour les patients pour faire en sorte que les Canadiennes et les Canadiens obtiennent en temps opportun les traitements médicaux qu'ils méritent.

Enfin, nous allons offrir un vrai allègement fiscal aux Canadiennes et aux Canadiens et c'est justement ce sujet que je voudrais aborder aujourd'hui avec vous. Notre nouveau gouvernement estime que les Canadiennes et les Canadiens qui travaillent dur méritent un répit. En effet, ils travaillent de plus longues heures, dépensent plus d'argent et économisent moins qu'il y a treize ans. En somme, les Canadiennes et les Canadiens paient trop d'impôts. Et notre gouvernement va agir pour réduire les taxes et les impôts. C'est d'ailleurs là une de nos cinq priorités immédiates. On ne peut pas dire qu'on a manqué d'argent à Ottawa. En fait, comme vous le savez tous, c'est tout-à-fait le contraire. Sous l'ancien gouvernement, des milliards et des milliards de dollars ont été pris aux Canadiennes et aux Canadiens surtaxés – rien de plus, rien de moins – pour financer les excédents fédéraux énormes et souvent cachés.

Dans la dernière décennie, quelque 100 milliards de dollars ont été versés à Ottawa sous formes d'excédents « inattendus ». Une partie de cette somme a servi à réduire la dette, mais la majorité en a été consacrée à des dépenses hors budget, non planifiées et mal pensées – dont littéralement des milliards dans des exemples notoires de gaspillage, de mauvaise gestion et de scandales. S'il était resté dans les poches des Canadiennes et des Canadiens, cet argent aurait pu : aider les parents à acheter des vêtements et des fournitures scolaires pour leurs enfants, aider les propriétaires de petites et moyennes entreprises à investir davantage dans leurs opérations et créer ainsi d'autres emplois, permettre d'offrir aux aînés et aux étudiants à court d'argent une petite aide financière dont ils ont tant besoin.

Simplement dit, cet argent aurait bien servi à aider les Canadiennes et les Canadiens. L'ancien gouvernement a-t-il jamais exprimé regret ou honte d'avoir surtaxé les Canadiennes et les Canadiens? Pas du tout, il pensait en fait que c'était un sujet de fierté. Alors que les Canadiennes et les Canadiens ordinaires ne cessaient de s'appauvrir, l'ancien gouvernement a, en fait, poussé l'audace jusqu'à se féliciter de les avoir surtaxés.

Retenez bien ceci, Mesdames et Messieurs, cette ère a pris fin le 23 janvier. Notre gouvernement s'engage à régler le déséquilibre fiscal – et pour nous ce terme ne se rapporte pas qu'aux relations entre le fédéral et les provinces. Nous voulons aussi régler le déséquilibre fiscal actuel entre le gouvernement fédéral et les particuliers canadiens – l'ensemble de la population canadienne. Nous avons un vrai plan qui aboutira à un allègement fiscal pour chaque famille canadienne. À cette fin, notre gouvernement commencera par réduire la TPS de 7 % à 6 % dans le prochain budget, puis à 5 % dans le courant du mandat.

Une réduction de la TPS profitera à tous – y compris à ceux et celles qui ont des revenus modestes ou faibles – car c'est la taxe fédérale que tout le monde paie. La réduction de 1 % de la TPS entraînera immédiatement des économies annuelles de 4,5 milliards de dollars pour l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens. Pensez seulement aux économies que nous offrirons aux Canadiennes et aux Canadiens – surtout à ceux qui gagnent si peu qu'ils ne paient pas d'impôt sur le revenu. Ces économies permettront d'aider : les aînés à payer leurs factures de services publics, les étudiants à payer leur loyer et les familles à faible revenu à se nourrir. Et une fois que notre plan de réduction de la TPS sera entièrement mis en place, les avantages globaux qu'en tireront les Canadiennes, les Canadiens et leurs familles seront encore plus importants.

Par exemple, une réduction de la TPS se traduira par des économies appréciables pour les familles qui achètent de nouvelles maisons ici à St. John's. Dès qu'elle sera pleinement mise en place, notre réduction de la TPS donnera lieu à des économies de 4 000 \$ sur une nouvelle maison d'une valeur de 200 000 \$. Ou imaginez les économies réalisées à l'achat d'une mini-fourgonnette. Une fois que la TPS aura été réduite à 5 %, les économies moyennes totales se situeraient entre 400 et 500 dollars. Ce montant suffirait à payer un siège d'auto pour enfant, un nouvel ensemble de pneus d'hiver ou un autre besoin familial. Alors vous voyez, si nous honorons notre promesse de réduire la TPS, c'est pour offrir des résultats réels à l'ensemble de la population canadienne. Mais la réduction de la TPS n'est que la première d'une série d'allègements fiscaux que nous offrirons.

Au cours de notre mandat, nous continuerons de réduire les impôts de la population canadienne. Nous allons réduire les coûts engagés pour faire des affaires, non seulement en mettant en œuvre les réductions interrompues à l'impôt des sociétés, mais aussi en allégeant le fardeau fiscal qui pèse actuellement sur les petites entreprises. Les petites entreprises sont essentielles à l'économie canadienne. En fait, notre croissance économique future dépendra largement de leur réussite. Et c'est pourquoi notre gouvernement encouragera les efforts de ces hommes et de ces femmes en augmentant le seuil du taux d'imposition pour les petites entreprises.

Comme l'a suggéré cette Chambre de commerce, nous allons augmenter le seuil d'imposition de son niveau actuel de 300 000 \$ à 400 000 \$. Nous réduirons ensuite

progressivement jusqu'à 11 % sur cinq ans le taux qui s'applique à la petite entreprise. Cette mesure va créer un environnement qui permettra aux petites entreprises canadiennes d'être florissantes et de croître, ce qui aura pour effet de créer plus d'emplois dans l'ensemble du pays. Cela ne s'arrête pas là.

Par exemple, notre gouvernement va aider les familles de jeunes Canadiennes et Canadiens qui suivent des études postsecondaires en leur offrant un crédit d'impôt jusqu'à concurrence de 500 \$ pour les manuels scolaires. En outre, sous notre nouveau gouvernement national, la première tranche de 10 000 dollars d'une bourse d'étude ne sera pas imposée. Et puis les gens de métier – charpentiers, électriciens, plombiers et cuisiniers – qui travaillent dur pour le salaire qu'ils gagnent et dont les coûts du métier sont appréciables. Nous allons abaisser les barrières financières qu'ils doivent surmonter pour débiter en adoptant une déduction d'impôt d'un montant maximum de 500 \$ pour les outils indispensables au travail de ces hommes et de ces femmes.

Notre gouvernement va aussi donner un répit aux Canadiennes et aux Canadiens qui utilisent les transports en commun. En effet, au cours des deux prochaines années, nous allons adopter un crédit d'impôt pour leurs cartes de transport mensuelles. Cette mesure non seulement leur remettra dans la poche des dollars durement gagnés, mais elle sera aussi favorable à l'environnement puisqu'elle encourage le recours aux transports en commun. Nous allons donner aussi un répit aux familles dont les enfants font du sport en leur offrant un crédit d'impôt d'un montant maximum de 500 \$ par an et par enfant sur les frais d'inscription à des activités sportives. Ce plan aura deux avantages : il laissera plus d'argent aux Canadiennes et aux Canadiens qui travaillent fort et il favorisera le bien-être physique de la jeunesse. Nous allons aussi offrir aux aînés canadiens un allègement fiscal tangible.

Les hommes et les femmes qui ont aidé à construire le Canada que nous connaissons aujourd'hui voient souvent leurs modestes économies fondre lorsqu'ils reçoivent leurs revenus de retraite. Nous ferons plus pour les protéger en augmentant la déduction fiscale fédérale du revenu de retraite de 1 000 \$ à 2 000 \$ au cours du mandat. Combinée à la réduction de la TPS, cette mesure va permettre aux aînés de respirer un peu. Ils y ont bien droit après tous les sacrifices qu'ils ont faits pour ce pays. Nous allons réduire les impôts sur les gains en capitaux. Notamment, nous prendrons le plus rapidement certaines mesures qui concernent tout particulièrement cette région du Canada. Nous allons offrir une exemption d'impôt de 500 000 \$ lors de la vente d'une usine de pêches au sein d'une même famille. En outre, nous allons faciliter les dons aux œuvres de charité en supprimant l'impôt sur les gains en capitaux sur les actions enregistrées qui leur sont données. Une fois cette mesure mise en œuvre, il sera beaucoup plus facile pour les femmes et les hommes généreux de faire des dons aux œuvres de bienfaisance de leur choix, ce qui aura pour effet de renforcer toutes les communautés canadiennes.

Voilà, mesdames et messieurs, les réductions de taxes et d'impôts que nous avons promises pendant la campagne électorale. Et ce sont les réductions que notre gouvernement réalisera au cours de son mandat. L'allègement fiscal est un élément fondamental de notre programme. Il s'agit d'une priorité pour notre gouvernement puisque c'est une priorité pour les travailleurs ordinaires et leurs familles. Mes amis, l'allègement fiscal ne peut pas profiter à une petite poignée de privilégiés. Il doit profiter à tous pour que l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens puissent avoir la chance d'avancer. C'est pourquoi notre

gouvernement prendra des mesures destinées à alléger le fardeau fiscal de l'ensemble des Canadiennes et des Canadiens – étudiants, gens de métier, aînés, jeunes familles, gens de la petite entreprise et usagers des transports en commun.

Voilà l'engagement que nous avons pris envers les Canadiennes et les Canadiens pendant la campagne électorale et c'est l'engagement que nous entendons honorer en tant que gouvernement. Vous le savez toutefois, notre gouvernement est minoritaire. C'est pourquoi nous devons transmettre clairement le message à tous les députés du Parlement : les Canadiennes et les Canadiens qui travaillent fort paient trop d'impôts depuis trop longtemps. Tout simplement, vous méritez un répit. Il faut que tous les partis travaillent avec notre gouvernement pour réduire les impôts payés par les Canadiennes et les Canadiens. Empêcher la mise en œuvre de ces allègements fiscaux attendus depuis si longtemps serait franchement inconcevable. Pour que le Canada soit fort, notre pays doit travailler pour nous tous. Et c'est exactement pour cela que notre plan d'allègement fiscal a été conçu.

Pour qu'il devienne réalité, les Canadiennes et les Canadiens tels que vous devez écrire à vos députés, les appeler, leur envoyer des courriels pour leur faire savoir qu'il ne s'agit pas seulement de notre priorité, mais de votre priorité aussi.

En terminant, j'aimerais réitérer ma conviction inébranlable que le meilleur reste à venir pour Terre-Neuve-et-Labrador et pour toutes les régions de notre grand pays. Dans les semaines et les mois qui viennent, notre gouvernement continuera de faire avancer le Canada.

Ensemble, je suis persuadé que nous pouvons réaliser de grandes choses.

Merci.

Que Dieu bénisse le Canada.